



**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ N°2026-A-48 EN DATE
DU 24/03/2026**

« Portant délégation de fonctions et de signature à Madame Rajae EL MERNISSI, 9^{ème} adjointe au Maire déléguée dans le domaine de l'Urbanisme, du Logement et l'Hygiène et de la Salubrité publique. »

2026-A-87

Le Maire de Villeneuve-Saint-Georges,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-1-1, L. 2122-18, L. 2122-20, L. 2122-22 et L. 2122-24 ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 26.1.5 en date du 21 mars 2026 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au titre de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 26.1.3 portant élection des adjoints au Maire ;

Vu le tableau du conseil municipal en date du 21 mars 2026 ;

Considérant que le Maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sous sa responsabilité déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal ;

Considérant que les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire ;

Considérant que les fonctions de l'autorité territoriale sont nombreuses, lourdes et complexes ;

Considérant que pour assurer la bonne marche des services municipaux, pour permettre d'assurer le respect du principe constitutionnel de continuité du service public et à certaines formalités d'être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et de signatures de certains actes et documents soient assurés par les adjoints au Maire ou par les conseillers municipaux délégués ;

Considérant que l'ampleur et la diversité des domaines d'intervention de la commune impliquent nécessairement une collaboration active des conseillers municipaux, et que pour un bon fonctionnement de l'administration communale il est nécessaire de déléguer certaines attributions du Maire à des conseillers municipaux ;

Considérant que le Maire détermine librement le contenu des délégations accordées et que celles-ci subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées ;

Considérant qu'une erreur matériel a été effectuée sur l'arrêté n°2026-A-48 en date du 24/03/2026

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Rajae EL MERNISSI, 9^{ème} adjointe au Maire, est nommée adjointe déléguée dans le domaine de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène et de la Salubrité publique ;

ARTICLE 2 : Il est donné délégation à Madame Rajae EL MERNISSI pour :

- Représenter le Maire lors des réunions relatives à l'urbanisme, le logement et de l'hygiène et de la salubrité publique ;
- Programmer, suivre et gérer les affaires afférentes à son domaine ;
- Signer tous actes et documents, relevant de son domaine, notamment les arrêtés, décisions et courriers exceptés les permis de construire ;
- Signer tous les documents de nature financière tels que les contrats et conventions, et titres de recettes en lien avec son domaine, n'engageant aucunes dépenses ;

ARTICLE 3 : La signature par Madame Rajae EL MERNISSI des pièces et actes précités devra être précédée de la mention suivante « Pour Madame le Maire et par délégation » ;

ARTICLE 4 : Madame Rajae EL MERNISSI devra rendre compte de chacune de ses actions à Madame le Maire ;

ARTICLE 5 : Le directeur général des services est chargé de l'application du présent arrêté ;

ARTICLE 6 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Villeneuve Saint-Georges dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être formé devant le Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal administratif de Melun par voie postale (43 rue Charles de Gaulle, 77000 MELUN) ou par voie électronique (www.telerecours.fr).

Notifié le,

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le 22/04/2026

Madame le Maire,
Conseillère Départementale

Kristell NIASME

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20260422-2026-A-87-AI
Date de réception préfecture : 22/04/2026